



## DECENTRALISATION



## Collectivités territoriales

## La présidente de la FCT Yawa Kouigan élue au Comité exécutif de CGLUA

La présidente de la Faïtière des communes du Togo (FCT), par ailleurs, maire de la commune de l'Ogou 1 (Atakpamé) a été élue au Comité exécutif de cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA)...

PAGE 11

## ENTREPRISE



## Commando et Chap Chap

## M Auto pour du 100% électrique aux Togolais

Le leader de la mobilité électrique en Afrique, M Auto, a lancé deux modèles de moto électrique au Togo, au cours d'une conférence de presse, tenue hier 22 mai à Lomé. Il s'agit des modèles Commando et Chap Chap, 100% électrique pour offrir une solution de mobilité urbaine respectueuse de l'environnement et accessible à la population togolaise.

PAGE 11

## SPORTS

## Éliminatoires CAN 2023

## Les 27 Éperviers du Togo pour les deux premières journées

Le sélectionneur national des Éperviers du Togo, Paulo Duarte, a publié le 19 mai 2022 lors d'une conférence de presse ...

PAGE 10

## Finance inclusive

## Le gouvernement veut toucher près de 1000 villages non couverts

La ministre chargée de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso Assih, a été reçue la semaine dernière par nos confrères de radio Kanal FM. Elle a fait le point sur l'état de l'inclusion financière et présenté les avancées du pays en la matière.

PAGE 5



## Victimes de Kpékpakandi

## Pleurs, vibrant hommage et détermination à traquer le terrorisme

Un vibrant hommage a été rendu aux victimes de la lâche attaque terroriste de Kpékpakandi perpétrée dans la nuit du 10 au 11 mai 2022 dans la préfecture de Kpendjal. Au-delà de l'émotion, des pleurs et des hommages, les Forces armées togolaises (FAT) ont exprimé leur détermination à continuer de traquer sans relâche tout acte hostile à la paix, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent.

PAGE 3

## DERNIERES HEURES

## Ordre national des médecins: 777 professionnels inscrits

Pour le compte de l'année 2022 au Togo, 777 médecins sont officiellement inscrits au tableau de l'Ordre national de ces derniers, sur les 1740 enregistrés. L'annonce a été faite la semaine dernière par l'organe, à la faveur d'une mise à jour du tableau.

Sur les 777, l'on recense 95 femmes et 20 praticiens exerçant à l'étranger (Allemagne, Canada, France, Sénégal, Ghana). Autre donnée intéressante, les médecins togolais couvrent presque toutes les spécialités existantes au Togo (41 sur une cinquantaine).

Les spécialités les plus représentées du tableau sont la médecine générale (402), la gynécologie ...

PAGE 3

## Kpékpakandi

## « Face à la menace terroriste, le Togo se défendra », martèle le professeur Ayewouadan

L'attaque terroriste de Kpékpakandi n'a pas encore fini de faire ses effets. Les terroristes ont simplement réussi à sonner la mobilisation générale. Et les autorités togolaises ne comptent pas faire de cadeaux à ces bandits. Selon le ministre ...

PAGE 3



	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Guinée/Rejet de la durée de transition <b>La junte ne compte pas épiloguer sur les 36 mois de transition</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Inspecteurs des impôts sans frontières <b>Nouveau programme de l'Office togolais des recettes</b></p>  <p>P 5</p>	<p>Mas-wrestling <b>Le Togo champion du monde grâce à Abdulhaki Ikoudjor</b></p>  <p>P 10</p>
---	---	--	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### Changer de regard sur nos communautés rurales

**Naître, grandir et réussir dans nos cantons ruraux est désormais possible pour les femmes Togolaises. A Tandjouaré, les produits FNFI permettent aux femmes d'entreprendre et de réussir. Des success stories qui n'ont que peu d'échos dans les médias nationaux, dont les titres sont dominés par des crises jugées plus importantes. Pourtant, mettre ces actrices incontournables du développement au devant de la scène ferait une différence colossale dans la vie de nombreuses autres Togolaises.**

Depuis le début des activités du Fonds National de la Finance Inclusive en 2014, les femmes de Tandjouaré sont de plus en plus nombreuses à être économiquement actives et à participer au développement local. C'est le cas de Yome Talata, coiffeuse et vendeuse de céréales. " J'ai appris à faire de la coiffure à Lomé. Après je me suis mariée, mais ma relation avec ce dernier n'a pas duré. Quand nous sommes revenus à Tandjouaré, moi et mes parents j'ai décidé d'ouvrir un atelier de coiffure ici" affirme-t-elle. Le décès de son second mari avait aggravé sa situation économique, car désormais, elle doit d'occuper seule des enfants et de ses parents qui avec le poids de l'âge ne travaillent pas.

Mais ces événements

n'ont pas découragé Yome Talata. Mieux, après le lancement des activités du FNFI, elle fait partie des premières femmes de Tandjouaré bénéficiaires du fonds à Tandjouaré. " Si mon atelier a pu réellement décoller c'est bien grâce au FNFI. J'ai pu me trouver un endroit bien situé non loin du marché et ça marche", confie t-elle. Quelques années plus tard, Yome Talata se demande comment diversifier ses sources de revenus.

Après le lancement du produit Nkodédé, elle y voit une opportunité. Bénéficiaire en fin de cycles des produits FNFI, donc éligible Yome Talata obtient 3 500 000 FCFA. " Ce montant m'a permis de me lancer dans le stockage mais" affirme-t-elle. Et elle complète : " grâce à ça, je m'en sors économiquement. Je dis merci au FNFI"



**Yome Talata**

Grâce aux Prestataires de services financiers partenaires, les efforts du FNFI permettent d'accroître la résilience des femmes en milieu rural. Dans un contexte mondial qui accorde désormais la priorité au développement inclusif, le FNFI accompagne des

initiatives économiques inclusives en milieu rural. Pour Yome Talata, " il est temps de changer le regard que nous portons sur les communautés rurales. Nous devons faire en sorte de créer des perspectives économiques et sociales dans les zones rurales afin que les jeunes et les femmes aient une autre

solution que la migration et que ceux qui sont déjà partis aient une raison de revenir. C'est justement ce que fait le FNFI. Ce type de transformation ne se fait pas en un jour. Elle requiert de travailler dur et de persévérer. Mais je commence à voir des signes encourageants."\*

**Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel**



**fnfi**  
Fonds National de  
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina  
Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari  
Responsable web:  
Carlos Amevor  
Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba  
Edodji Nadia  
Attipoe Edem Kodjo  
Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla  
Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:  
Eros Dagoudi  
Imprimerie: Direct Print  
Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... obstétrique (51), la pédiatrie (41) et la cardiologie (31). Enfin, les

médecins exerçant dans le public se sont moins inscrits que leurs collègues du privé

(300 contre 477). L'inscription au tableau de l'ONMT constitue un acte

qui donne à un médecin l'autorisation formelle et légale d'exercice sur le

territoire et dans l'espace Uemoa.

## Kpékpakandi

## « Face à la menace terroriste, le Togo se défendra », martèle le professeur Ayewouadan

**L'attaque terroriste de Kpékpakandi n'a pas encore fini de faire ses effets. Les terroristes ont simplement réussi à sonner la mobilisation générale. Et les autorités togolaises ne comptent pas faire de cadeaux à ces bandits. Selon le ministre de la Communication et des Médias, le professeur Akodah Ayewouadan, porte-parole du gouvernement, le Togo a les moyens qu'il faut pour se défendre.**

Il fallait s'attendre à une réaction ! Des inconnus motivés par des desseins macabres ne peuvent pas arriver dans un pays, tuer des militaires et/ou des civils et s'en aller tranquillement sans être inquiétés. D'ailleurs, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de brigade Damehame Yark indiquait la semaine dernière qu'il y a eu une quinzaine de tués dans le groupe, et certainement aussi des

blessés.

Mais, le Togo ne compte pas en rester là. « Face à la menace terroriste, notre pays se défendra. L'Etat n'a pas attendu les attaques pour mettre en place les mécanismes militaires appropriés », a affirmé le professeur Akodah Ayewouadan sur Kanal FM vendredi dernier.

Voilà qui est dit, il n'est pas question de tomber dans le défaitisme et le Togo n'abdiquera pas. D'ailleurs, les Forces de défense et



Professeur Akodah Ayewouadan

de sécurité (FDS), lors de l'hommage national rendu à leurs frères d'armes vendredi dernier, ont clairement affirmé qu'elles ne laisseront pas un seul Cm2 à ces individus, conformément aux

recommandations du chef suprême des armées, le président de la République Faure Gnassingbé.

Comme l'a rappelé le porte-parole du gouvernement, le Togo se prépare contre le terrorisme

depuis longtemps. Les autorités togolaises ont été visionnaires en mettant en place une opération spéciale dans la zone où la menace sévit (opération Koundjoaré). Plusieurs réactions enregistrées à la suite de l'attaque souhaitent un renforcement du dispositif et des équipements. Mais, les spécialistes et analystes sont d'accord sur le fait que les FDS seules ne pourront pas y arriver.

« Nous devons tous rester mobilisés », a préconisé le ministre Ayewouadan. « En première ligne, on verra les forces de défense, mais, nous sommes tous des défenseurs de notre pays », a-t-il ajouté.

**Edem Dadzie**

## Victimes de Kpékpakandi

## Pleurs, vibrant hommage et détermination à traquer le terrorisme

**Un vibrant hommage a été rendu aux victimes de la lâche attaque terroriste de Kpékpakandi perpétrée dans la nuit du 10 au 11 mai 2022 dans la préfecture de Kpendjal. Au-delà de l'émotion, des pleurs et des hommages, les Forces armées togolaises (FAT) ont exprimé leur détermination à continuer de traquer sans relâche tout acte hostile à la paix, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent.**

La cérémonie d'hommage aux huit valeureux soldats, a eu lieu le vendredi 20 mai dernier à Nioukpouma (préfecture de Tône, à Dapaong) au 4e Régiment d'infanterie. Elle a été présidée par Marguerite Essozimna Gnakade, ministre des Armées, représentant le président de la République Faure Gnassingbé, chef des Armées. La hiérarchie militaire avec à sa tête le général de brigade Dadja Manganawè, chef d'état-major général des FAT, les autorités administratives et des membres des familles éplorées y ont également pris part.

C'était dans une atmosphère empreinte d'émotions, de tristesse mais aussi de solennité que les cercueils des

dépouilles mortelles des huit valeureux disparus étaient arrivés sur les lieux, couverts du drapeau togolais, et portés par des militaires portant des brassards noirs au bras gauche, signe de deuil. La ministre des Armées a observé la tradition en déposant une gerbe de fleurs devant les cercueils des victimes.

Les soldats de 1ère classe Dekabalo Alo-Egnim, Bengawouya Manibadan, Atou Bignonzi, Yandjire N'Kpambi et les soldats de 2e classe Djatoite Kamloukitibé, Djato Djagoï, Sinwokou M'mahele et l'agent de police Gnansim Tchambiyèwassou ont été décorés à titre posthume de la médaille de Chevalier de l'ordre du mono par la ministre des Armées.

« C'est avec une grande



Les militaires togolais rendant un dernier hommage à leurs camarades assassinés

émotion et un cœur meurtri que je prends la parole en ce moment douloureux où nous devons dire adieu à huit valeureux frères d'armes morts pour que vive le Togo », a déclaré le lieutenant-colonel Kolemagah Kassawa, chef d'état-major de l'armée de terre, parlant au nom de ses frères d'armes lors de l'éloge funèbre. Le colonel Kassawa a réitéré la détermination des Forces armées togolaises

(FAT) à poursuivre la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

« Compagnons d'armes, par cette nuit calme, vous étiez l'avant-garde de la liberté contre l'idéologie fanatique religieuse, contre la haine du prochain. Vous êtes restés soudés jusqu'à la fin de votre vie, unis dans ce combat noble, dans cette action courageuse. Le terrorisme vit de la peur de la mort pour

semer la désolation et la soumission des peuples. Au-delà des efforts collectifs de sécurité consentis par notre gouvernement et notre hiérarchie, c'est la force morale individuelle dont vous venez de faire preuve en acceptant la mort arme à la main, qui permettra de triompher de ce fléau », a poursuivi le colonel Kolemagah Kassawa.

Il promet au nom de ses frères et sœurs d'armes, de « ne pas céder un seul Cm2 du territoire », conformément aux ordres du chef des Armées, le président de la République Faure Gnassingbé. « Aux familles éplorées, recevez nos condoléances les plus attristées. Vous pouvez être sûr d'une chose : c'est que ce crime odieux ne restera pas impuni et les auteurs de ces barbaries feront face aux lois en vigueur dans notre pays », a-t-il ajouté.

**E. Dadzie**

## Sahel

## Le Bénin demande le retrait de ses troupes de la Minusma

**C'est à travers une note verbale que la requête a été formulée fin avril par le ministère des Affaires étrangères du Bénin. Selon le gouvernement, cette décision se justifie par la nécessité de déployer et de renforcer les compétences béninoises pour assurer la sécurité dans le nord du pays, en proie à des incursions djihadistes ces derniers temps.**

Les autorités béninoises souhaitent renforcer la sécurité sur leur propre territoire, notamment face aux attaques terroristes enregistrées, ces derniers mois, dans le nord du pays. Une note verbale du ministère des Affaires étrangères est donc parvenue au secrétariat de l'ONU à New York. La demande est formulée en termes très diplomatiques : « Le Bénin saurait gré au secrétariat de l'ONU des

dispositions à prendre, conjointement, en vue du retrait de la Compagnie mécanisée d'infanterie et de l'Unité de police constituée. »

Ce retrait se fera, de toute évidence, progressivement. Le retrait de la police béninoise sera organisé au plus tard le 5 novembre 2022 et celle de l'infanterie, un an plus tard, soit en novembre 2023. Sont concernés par ce retrait, 390 hommes sont concernés, dont 250, côté



Un militaire béninois de la Minusma

Infanterie, basés à Sénou, et 140 policiers basés à Kidal.

Depuis décembre 2021, le Nord du Bénin est devenu la cible des attaques

djihadistes. Ce gain d'intérêt des djihadistes sur cette zone serait dû, notamment au fait qu'elle est empruntée par les narcotrafiquants opérant depuis l'Amérique

latine. Comme c'est déjà le cas pour la Guinée-Bissau, récemment secouée par une tentative de coup d'Etat.

En début d'année 2022, une attaque dans la zone dite « point triple », se situant entre le Burkina Faso, le Niger et le Bénin avait fait une dizaine de morts. Le pays avait décidé d'utiliser tous les moyens humains et logistiques disponibles pour contrer ces attaques, notamment en privilégiant une coordination entre ses voisins comme Burkina Faso, le Niger, le Togo et le Nigeria.

T.M.

## France / Gouvernement Borne

## « L'Africain » Pap Ndiaye nommé ministre de l'Éducation nationale

**C'est la grosse surprise de ce nouveau gouvernement, dont la composition a finalement été annoncée ce vendredi 20 mai et dont les têtes d'affiche demeurent globalement inchangées : l'historien Pap Ndiaye, 56 ans, succède à Jean-Michel Blanquer à la tête de l'Éducation nationale, l'un des ministères les plus difficiles à gérer. Il se voit également confier le portefeuille de la Jeunesse.**

C'est le portefeuille qui a subi de grandes critiques dans le précédent quinquennat de Macron. La crise du Covid-19 et la réforme du baccalauréat ont alimenté le mécontentement des élèves, des enseignants et des syndicats. Le nouveau locataire de ce ministère aura donc la lourde tâche de mettre fin à ces mécontentements et de jouer un rôle dans les débats sur le colonialisme, le racisme, la cohésion sociale qui traversent la société française parfois avec virulence, notamment sur les questions identitaires.

Novice en politique, Pap Ndiaye est connu pour s'être engagé à gauche en appelant à voter pour François Hollande en 2012. Aujourd'hui dans le gouvernement Macron 2, ce Français d'origine sénégalaise devra composer avec les critiques d'une part, sur ces prises de position sur le racisme et la condition des « noirs », et d'autre part, sur l'indigénisme, l'idéologie « Woke » et la déconstruction des valeurs françaises que certaines personnalités politiques lui reprochent.

Au cœur d'un des chantiers

annoncés comme prioritaires par le président Macron, le nouveau ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse est tenu d'apporter des réponses urgentes et réelles, notamment sur la question salariale comme l'indique le principal syndicat enseignant du second degré, le Snes-FSU.

Né le 25 octobre 1965 à Antony en région parisienne, d'un père sénégalais et d'une mère française, ce normalien agrégé d'histoire est spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis



Pap Ndiaye, nouveau ministre de l'Éducation en France

ainsi que des minorités. Docteur de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et diplômé de l'université de Virginie, Pap Ndiaye est professeur à Sciences Po Paris. Il est connu notamment pour ses travaux sur les personnes

d'ascendance africaine et de la diaspora, un champ d'études dont il est l'un des précurseurs en France. À cet égard, il est l'auteur de « La condition noire : essai sur une minorité française », 2009.

T.M.

## Guinée/Rejet de la durée de transition

## La junte ne compte pas épiloguer sur les 36 mois de transition

**Tout comme une grande partie de l'opposition guinéenne, la Cédéao a rejeté la transition de 36 mois proposée par les militaires au pouvoir. Les autorités guinéennes n'ont pas manqué d'exprimer leur mécontentement, en estimant ne pas avoir de leçon à recevoir de la part de cette organisation.**

Le bras de fer entre la junte en Guinée et la Cedeao continue. Alors que l'institution sous régionale refuse la durée de 36 mois décidé, la junte n'a pas manqué d'exprimer son désaveu d'ailleurs du président même de cette institution.

Selon le Colonel Amara Camara, ministre-

secrétaire de la présidence de la République « (...) Parlant spécifiquement de M. Brou, je ne pense pas à mon humble avis, qu'il soit la bonne personne pour donner des leçons d'expert à la Guinée. Dans la mesure où lui-même son mandat à la tête de cette institution est à questionner »

Pour le porte-parole



Les porte-parole du gouvernement de transition en Guinée

du gouvernement de transition, le débat ne devrait pas porter sur la durée de la transition mais

sur le déroulé des étapes devant permettre la sortie rapide de cette transition. Pour Ousmane Gaoual

Diallo, « on a besoin d'un fichier électoral accepté de tous, on a besoin de toilettage institutionnel et législatif, on a besoin de dérouler un calendrier électoral pour sortir de la transition. Ces trois étapes sont nécessaires et sont pas contestables par qui que ce soit ».

Dans le même ordre d'idée, la Cedeao en mission prospective a dépêché une délégation au Burkina-Faso voisin pour se prononcer sur la durée de la transition fixée par la junte au pouvoir.

T.M. et France 24

## Finance inclusive

## Le gouvernement veut toucher près de 1000 villages non couverts

La ministre chargée de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso Assih, a été reçue la semaine dernière par nos confrères de radio Kanal FM. Elle a fait le point sur l'état de l'inclusion financière et présenté les avancées du pays en la matière.

Selon Mazamesso Assih, le Togo occupe une bonne place dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) en ce qui concerne l'inclusion financière. « L'inclusion financière dans notre pays se porte bien même s'il reste encore beaucoup de défis que nous sommes conscients que nous devons relever. Le Togo depuis 3 ans fait les plus grandes progressions dans l'espace Uemoa. Aujourd'hui, on est le deuxième en termes d'inclusion financière dans la zone Uemoa sachant qu'on est un pays jeune en termes d'expérience en matière d'inclusion financière. On a un taux d'inclusion financière qui est de 82,1% au dernier classement. On est juste derrière le Bénin », explique-t-elle. Malgré cette position, le

gouvernement fait des réformes pour assainir davantage le secteur de la microfinance, afin de renforcer les services d'inclusion financière. L'objectif est de toucher d'autres villages non couverts.

Près de 1000 villages n'ont pas accès aux services financiers du Fonds national de la finance inclusive (FNFI). « Nous poursuivons notre défi puisqu'aujourd'hui nous avons à peu près identifié 1000 villages qui n'ont toujours pas eu accès aux services financiers du FNFI. Et pour cette année 2022, nous mettons le paquet sur ces villages pour permettre à tout Togolais peu importe où il se trouve, de pouvoir avoir accès aux services financiers s'il le désire », souligne Mme Assih.



Mazamesso Assih

Avec un taux de remboursement de 94,78%, les perspectives du FNFI sont bonnes. « C'est dire qu'on a eu raison de faire confiance en ces populations en leur donnant la possibilité d'avoir aussi des accès aux crédits qui leurs permettent de faire des Activités génératrices de revenus. Donc quand on voit le taux de remboursement des populations et aussi les performances du FNFI, on voit qu'effectivement la situation permet aussi des perspectives qui je suis sûre, l'équipe pourra relever

ensemble avec votre aide et aussi le concours de toute la population », ajoute la ministre.

## Réduction des taux d'intérêts

Face à la vie chère, les taux d'intérêts sont réduits pour les bénéficiaires des crédits du FNFI. Ils vont de deux points pour tous les crédits que le Fonds a mis en place sur tout le territoire à 4 points dans certaines zones où les populations sont plus vulnérables. « Prenons le produit le plus

populaire au FNFI qui est l'APSEF (Accès des pauvres aux services financiers). C'est un crédit qui démarre à 30 000 FCFA pour finir à 50 000 FCFA et 100 000 FCFA. Ce produit, aujourd'hui son taux d'intérêt est de 5 %. Donc 5% pour les bénéficiaires, ça fait un intérêt de 1500 à rembourser sur l'année et comme c'est deux cycles c'est 750 FCFA. Quand on part sur une année avec un taux d'intérêt à 1 500 FCFA, aujourd'hui avec la baisse des taux d'intérêts, le taux d'intérêt dans les zones reculées sera alors de 300 FCFA et 750 FCFA sur toute l'étendue du territoire national. En plus de cela, c'est pour tous les produits du FNFI qu'il va y avoir la même décomposition en termes de taux », explique Mazamesso Assih.

Le FNFI a permis d'octroyer plus de 100 milliards de crédits pour à peu près 1,8 million de bénéficiaires en 8 ans.

Félix Tagba

Inspecteurs des impôts sans frontières  
Nouveau programme de l'Office togolais des recettes

L'Office togolais des recettes (OTR) a lancé le 17 mai dernier à Lomé, le programme Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF). Ce projet d'assistance technique est lancé en collaboration avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP) de la France, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).



Photo de famille au lancement du programme

Le programme Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) est basé sur un partage d'expériences et de savoir-faire pratiques. Il concerne entre autres les techniques de vérification fiscale, notamment en matière de prix de transfert, les risques y relatifs et les procédures de règlement des différends. Il permettra de renforcer les compétences des vérificateurs de l'OTR et de mettre à leur disposition de nouveaux outils ou procédures pour améliorer leur capacité à conduire les vérifications fiscales.

Le programme qui s'étend sur 18 mois, contribue à la mise en œuvre de l'agenda sur le financement du développement des Nations unies et accompagne les progrès réalisés sur la voie des Objectifs de développement durable (ODD) centrés sur la mobilisation des ressources intérieures.

L'Office togolais des recettes a été mis en place pour recouvrer les impôts, taxes et droits de douanes au profit de l'Etat et des collectivités territoriales.

Félix T.

Webinaire sur l'investissement au Togo  
Sani Yaya présente les opportunités et les atouts du pays aux investisseurs

Le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a pris part jeudi 19 mai à un webinaire sur l'investissement au Togo. Organisé par le Groupe Jeune Afrique à Paris, ce webinaire a permis au ministre de présenter les atouts du pays aux investisseurs.

Avec une croissance de 6,1% attendue en 2022, le Togo se veut un carrefour commercial en Afrique l'Ouest, c'est aussi l'une des économies africaines les plus résilientes face à la pandémie (5,5 % de croissance en 2019).

L'engouement des investisseurs témoigne de ce dynamisme.

Entre 2019 et 2020, les investissements directs venus de l'étranger vers le Togo ont bondi de 85% à 639 millions de dollars.

La Banque mondiale a reconnu en 2020 le Togo comme étant le pays africain ayant engagé le plus de réformes favorables au secteur privé.

Les discussions ont permis d'examiner les nombreuses opportunités d'investissement dans des secteurs stratégiques (infrastructures, agro-industrie, numérique, énergie), afin d'y promouvoir l'investissement intra-africain et étranger.



Sani Yaya

Sani Yaya a souligné la bonne gestion des finances publiques, la transparence et un contrôle strict de la dette extérieure en dépit d'importantes dépenses liées depuis 2 ans à la crise sanitaire.

Le ministre togolais participe également dans la capitale française à une réunion annuelle de « l'initiative de l'OCDE pour le dialogue de politique sur les chaînes de valeur mondiales, la transformation de la production et le développement ».

Il s'agit d'une plateforme pour le dialogue politique et le partage des connaissances entre les pays représentant les cinq continents.

Elle vise à améliorer les données probantes et à définir des lignes directrices pour promouvoir le développement à travers la transformation de la production, de la modernisation et d'une meilleure participation aux chaînes de valeur mondiales.

La rédaction

## Zone de libre-échange en Afrique

# Pour faciliter les flux commerciaux en Afrique

**Adopté à Kigali au Rwanda en mars 2018, l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), prend en compte un marché de 1,2 milliard de personnes, représentant un produit intérieur brut (PIB) de 2500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine, dont le Togo. Du point de vue du nombre des pays participants, elle sera la plus grande zone de libre-échange du monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Zleca est devenue une réalité le 1er janvier 2021. Un an après, où en est la Zleca ? Quel avantage pour le Togo ?**

La Zleca est un outil destiné au secteur privé africain. Elle est un succès lorsque les entreprises privées, les commerçants et les consommateurs en tirent parti à des fins commerciales dans tout le continent. Les entreprises doivent être pleinement sensibilisées par leur gouvernement au potentiel de la Zleca. Sur cette base, elles peuvent alors établir de nouveaux liens commerciaux ou pousser leurs gouvernements respectifs à négocier en faveur de ces opportunités si elles ne sont pas déjà couvertes par la teneur déjà négociée de l'accord.

Des partenariats entre les pouvoirs publics et les entreprises sont indispensables pour assurer et faciliter les investissements dans les mesures d'accompagnement nécessaires pour compléter la Zleca, à savoir la mise en place d'infrastructures commerciales intra-africaines, la mobilisation des fonds de financement du commerce, la fourniture d'informations commerciales et la prestation de services logistiques. Ces dispositions aideront les entreprises à reconnaître les possibilités commerciales offertes par la Zleca et à les concrétiser.

Une participation plus active du secteur privé au plan de la sensibilisation est nécessaire pour apporter directement des propositions aux institutions de négociation de la Zleca afin de faire en sorte que celle-ci soit modelée de manière à faciliter les activités du monde des affaires en Afrique.

### Zleca : où en est-on ?



Rencontre de création de la Zleca

Depuis le 1er janvier 2021 où la Zleca a connu un fonctionnement, les 41 pays qui avaient soumis leurs plans de réduction des droits de douane, ou des taxes sur les biens importés, ont pu échanger des marchandises dans le cadre des nouvelles règles, selon [bbc.com](http://bbc.com). Chaque État ou bloc commercial régional établit ses propres plans et ces informations sont

finalement hébergées sur le site web de l'Observatoire du commerce africain (OCA). Les exportations industrielles de l'Afrique bénéficient le plus de la Zleca, ce qui est important pour diversifier le commerce du continent et l'encourager à réduire progressivement la place accordée aux ressources extractives, comme le pétrole et les minéraux, qui représentent

de longue date la majeure partie des exportations africaines, au profit d'une base d'exportation plus équilibrée et durable. Les ressources extractives représentaient plus de 75 % des exportations hors continent de l'Afrique entre 2012 et 2014, alors qu'elles comptaient pour moins de 40% du commerce intra-africain.

Le grand risque associé à des produits comme le pétrole et les minéraux est leur volatilité. La situation budgétaire et économique d'un trop grand nombre de pays africains dépend des aléas des cours de ces produits. La Zleca commence à permettre d'abandonner les exportations de ressources extractives afin d'assurer des échanges commerciaux plus

durables et inclusifs et moins tributaires des fluctuations des cours des produits de base. En effet, les exportations de ressources extractives sur lesquelles le commerce africain repose actuellement exigent une main-d'œuvre moins abondante que les produits manufacturés et agricoles qui sont les principaux bénéficiaires de la Zleca. En favorisant l'avènement d'un commerce à plus forte intensité de main-d'œuvre, la Zleca crée plus d'emplois, mais cela ne se fait pas trop sentir, à cause du vent de la pandémie du coronavirus qui a fortement soufflé sur contient et qui secoue les économies au point où les Etats sont dans une stratégie de relance économique.

### Quels avantages de la Zleca pour le Togo ?

Les pays africains ont des configurations économiques différentes et les effets de la Zleca se font donc sentir de diverses manières. Alors que les pays africains relativement plus industrialisés sont bien placés pour tirer parti des opportunités qu'offrent les biens manufacturés, les pays moins industrialisés, comme le Togo tirent des avantages en s'intégrant dans les chaînes de valeur régionales. Ces dernières concernent les grandes entreprises qui s'approvisionnent auprès de petites industries à travers les frontières. La Zleca facilite pour le Togo, la création de chaînes de valeur régionales en réduisant les frais commerciaux et en promouvant l'investissement. Les pays agricoles comme le Togo profitent de la Zleca en répondant aux besoins croissants de l'Afrique en termes de sécurité alimentaire. Ceux-ci commencent par bénéficier des améliorations des délais de dédouanement et de la logistique de la Zleca. La

majorité des pays africains sont classés dans la catégorie des pays riches en ressources. Les droits de douane sur les matières premières étant déjà faibles, la Zleca ne peut donc pas faire grand-chose pour promouvoir davantage ces exportations. Cependant, en baissant les droits de douane intra-africains sur les produits intermédiaires et les produits finis, elle créera des opportunités supplémentaires d'ajout de valeur pour les ressources naturelles et de diversification dans de nouveaux secteurs d'activité. Les pays enclavés sont confrontés à des coûts de transport plus élevés et à des délais de transit imprévisibles. La Zleca offre des avantages particuliers à ces pays, outre une réduction des droits de douane, elle inclut des dispositions sur la facilitation des échanges, le transit et la coopération douanière. Centre africain pour les politiques commerciales de la Commission économique pour l'Afrique, en association avec la Commission de l'Union africaine

### Les possibilités commerciales dans la zone de libre-échange

Les entreprises, les commerçants et les consommateurs africains ne paieront plus de droits de douane sur une grande variété de biens échangés entre pays africains.



Un navire au Port de Lomé

Les commerçants entravés par des barrières non tarifaires, notamment des procédures douanières ou des formalités administratives excessives, disposeront d'un mécanisme visant à éliminer ces charges. La coopération entre les autorités douanières en matière de normes et de réglementation s'appliquant aux produits, ainsi que le transit et la facilitation du commerce favoriseront la circulation des marchandises entre les frontières africaines. Grâce à la libéralisation progressive des services, les fournisseurs de services auront accès aux marchés de tous. L'assouplissement du commerce entre les pays africains facilitera l'établissement de chaînes de valeur régionales dans lesquelles les intrants proviendront de différents pays africains en vue de la création de valeur

ajoutée avant l'exportation hors du continent. Pour se protéger contre les poussées commerciales imprévues, les États parties pourront avoir des recours commerciaux pour assurer la sauvegarde des industries nationales, si nécessaire. Un mécanisme de règlement des différends offre une solution fondée sur des normes pour le règlement de tout différend qui pourrait surgir entre les États parties, dans le cadre de l'application de l'accord. La Zleca est également un marché très dynamique. Selon les projections, l'Afrique comptera 2,5 milliards de personnes à l'horizon 2050, soit 26 % de la population mondiale en âge de travailler, et verra son économie croître deux fois plus rapidement que celle des pays développés.

## Une zone d'équilibre entre hommes et femmes



Il ressort des études menées sur l'incidence de la Zleca au niveau des ménages que les effets sur les ménages dirigés par des hommes et sur ceux dirigés par des femmes seront globalement assez équilibrés, les résultats variant à divers degrés selon les pays. Les femmes pourront toutefois profiter d'une amélioration en ce qui concerne les difficultés qu'elles rencontrent dans le commerce informel transfrontalier. Selon les estimations, les femmes

constituent environ 70 % des personnes qui pratiquent le commerce informel transfrontalier en Afrique. Dans l'exercice de cette activité, elles sont particulièrement exposées au harcèlement, à la violence, à la confiscation de leurs marchandises et même à l'emprisonnement. Grâce à la réduction des droits de douane résultant de la Zleca, les commerçantes informelles seront mieux à même d'exercer leurs activités par

les voies officielles, lesquelles offrent plus de protection. Le système peut être davantage amélioré par la mise en place de régimes commerciaux simplifiés destinés aux petits commerçants, comme celui du Marché commun de l'Afrique

orientale et australe (Comesa), qui prévoit une procédure de dédouanement simplifiée ainsi que des droits de douane réduits. Cette procédure simplifiée et la réduction des droits de douane aident particulièrement les petits commerçants.

## La responsabilité des États parties



### Pour des échanges commerciaux fluides

Les États parties doivent élaborer et soumettre des listes de concessions pour le commerce des marchandises. Ces listes précisent, pour chaque État partie ou, selon le cas, chaque union douanière, les 90% de produits particuliers qui doivent être libéralisés, ainsi que les produits sensibles qui doivent être libéralisés sur une période plus longue et les produits exclus qui doivent être temporairement exemptés de la libéralisation. La liste des règles d'origine spécifiques aux produits, permettra l'application des préférences dans le cadre de l'Alef.

La liste des règles d'origine spécifiques aux produits est en cours d'élaboration dans le cadre du programme intégré

de la Zleca. En ce qui concerne le commerce des services, la programmation nécessitera un examen approfondi du cadre réglementaire des secteurs identifiés, en vue de préparer, sous-secteur par sous-secteur, mode par mode, les offres initiales d'accès au marché, qui feront ensuite l'objet de négociations. La Zleca entrera en vigueur après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification auprès du président de la Commission de l'Union africaine. Une conférence des États Parties se réunira pour adopter la structure et l'organigramme du secrétariat de la Zleca, le statut et le règlement du personnel, ainsi que le budget du secrétariat.

## Zleca : contribuer à la réalisation des ODD à l'horizon 2030

La Zleca est un projet phare de l'agenda 2063 de l'Union africaine. Elle a été approuvée par le sommet de l'Union africaine et est considérée comme une initiative urgente dont la mise en œuvre immédiate générerait des résultats rapides, influencerait sur le développement socioéconomique, donnerait plus de confiance aux Africains et renforcerait leur engagement et leur appropriation de l'Agenda 2063. L'effet cumulatif de la Zleca sera de faciliter l'exécution du programme 2030 des Nations unies, et en particulier la réalisation des objectifs de développement durable, des cibles visant à assurer le travail décent et la croissance économique,

la promotion de l'industrie, la sécurité alimentaire et l'accès abordable aux services de santé. En appuyant l'industrialisation et le développement économique de l'Afrique, la Zleca pourra aussi contribuer à réduire la dépendance du continent vis-à-vis des ressources extérieures. Cela permettrait à l'Afrique de mieux financer son propre développement. Les points revêtant la plus haute importance sont cependant, le respect de l'engagement à « ne laisser personne de côté » et celui de la promesse que « les plus défavorisés seront les premiers que nous nous efforcerons d'aider ».

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

# GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES EDITION 2022

## GALA TOP 100



*un spectacle  
à taille*

### SOIREE VIP King Mensah

#### DINER DE GALA

HOTEL 2 FEVRIER  
27 MAI 2022

CELEBRER  
LES ENTREPRISES  
TOGOLAISES LES  
PLUS DYNAMIQUES  
ET LES PLUS INNOVANTES  
.....

100 NOMINATIONS  
PLUSIEURS SECTEURS  
CONCERNES

AVEC LA PRESENCE DES PLUS HAUTES  
AUTORITES TOGOLAISES ET DES ORGANISMES  
INTERNATIONAUX

*Diner  
de gala*

RESERVEZ VOS PLACES  
MAINTENANT!  
+228 92 62 05 02 +228 97 24 82 79




**tm**  
TOGOMATIN

**DIRECT AGENCE**  
agence conseil en communication

Vous êtes un **annonceur**, un **privé**,  
une **agence conseil** en communication  
ou un **homme d'affaires**!  
Vous avez besoin d'une communication  
dans le journal **Togo Matin**?

Contactez notre régie exclusive  
**DIRECT AGENCE**  
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé  
(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92



**ACHETEZ & LISEZ  
DESORMAIS**

**tm**  
TOGOMATIN

**SUR**  
MON **KIOSK.com**  
[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com)

**OU**

**sur le portail**  
**Lome.com**  
[www.alome.com](http://www.alome.com)

**WWW.TOGOMATIN.TG**

Zoom sur le Togo qui impacte,  
brille et ose

Suivez notre actualité sur  
whatsapp (infos en DM)  
[www.togomatin.tg](http://www.togomatin.tg)

Twitter : @Togomatin1  
Facebook : Togomatin  
Instagram : instagram.com / togomatin  
Website : www.togomatin.tg

**AL DE LOME**  
**COURRIER ARRIVE**  
Le 31-03-2022  
Sous le N° 175/22

## REQUETE AUX FINS DE DIVORCE

**A MADAME LE JUGE CHARGE AUX AFFAIRES MATRIMONIALES DE LOME**

Monsieur **BONI Yawo Midadzé**, déclarant en douane, demeurant et domicilié à Lomé, Tél : 90 28 14 12 ;

**A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER**

Qu'il a fait connaissance de dame **MOUNIANA Ahanna** de nationalité Tchadienne avec qui il a entrepris une vie commune à Lomé ;

Qu'il est issu de cette vie commune deux enfants à savoir **BONI Solkem Ketsia** née le 04 novembre 2008 et **BONI Kékéli Rosemonde** née le 12 mai 2011 (pièce n° 1 et 2) ;

Qu'ils ont rendu légal leur union courant année 2013 en célébrant le mariage à l'Etat civil central de Lomé le 17 octobre 2013 (pièce n° 3) ;

Que le couple vivait sous le même toit au domicile conjugal du requérant sis à Lomé quartier Adidogomé ;

Que sans aucun motif légitime, courant année 2014, soit au lendemain de leur mariage, dame **MOUNIANA Ahanna** a abandonné le foyer conjugal et parti avec les deux enfants pour une destination inconnue et pire elle a coupé tout contact avec le requérant ;

Que cette attitude de dame **MOUNIANA Ahanna** s'analyse en un abandon matériel et moral de foyer qui affecte moralement et psychologiquement le requérant voire les enfants en raison du projet de vie qu'ils s'étaient fait en se mariant ;

Attendu que l'article 126 du code des personnes et de la famille dispose que « Le divorce peut être prononcé à la demande de l'un des époux :

- Lorsque la vie commune est devenue intolérable par suite de l'infidélité, des excès, sévices ou injures imputable à l'un des époux ;
- Lorsque la vie familiale et la sécurité des enfants sont gravement compromises par l'inconduite notoire, l'abandon moral ou matériel du foyer ou la condamnation de l'un des époux à une peine ferme excédant quatre (04) ans d'emprisonnement ;

1

①

COUR D'APPEL DE LOME  
TRIBUNAL DE LOME  
CABINET DU Juge

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Travail - Liberté - Paix

## ORDRE DE CONVOCATION

Le (la) nommé (e) Dame MOUNIANA Ahanna  
Sauvadessse comme

est invité à comparaître devant le Juge aux Affaires Matrimoniales  
le lundi 03 juin à 10 heures 00 mn  
2022  
pour affaire le (la) concernant.

Lomé, le 03 juin 2022  
  
**KLEVO A. Nutifata**



②

- En cas d'absence déclarée de l'un des époux ou de séparation de fait prolongé depuis cinq (05) ans au moins ;
- En cas d'impuissance ou de stérilité définitive médicalement constatée de l'un des époux ;
- Lorsque l'un des époux refuse sans motifs justes et valables, de consommer le mariage. » ;

Que cette attitude de dame **MOUNIANA Ahanna** constitue à n'en point douter, un abandon volontaire de foyer créant une séparation de fait prolongée de plus de cinq (05) ans ;

Que dans ces conditions le requérant est fondé à solliciter le divorce conformément aux dispositions de l'article 126 du code des personnes et de la famille précité ;

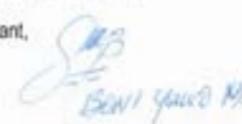
Que dans l'intérêt supérieur des enfants, le requérant sollicite la garde des deux enfants conformément aux dispositions des articles 8 et 109 du code de l'enfant ;

### **C'EST POURQUOI**

Le requérant sollicite, qu'il vous plaise, Madame le Président, de bien vouloir inviter la requise à comparaître par devant vous pour une tentative de conciliation, et qu'en cas d'échec, prononcer le divorce aux torts exclusifs de la requise, dame **MOUNIANA Ahanna** et de confier la garde de leur deux enfants au requérant en application de l'article 126 du code des personnes et de la famille précité et des articles 8 et 109 du code de l'enfant ;

**SOUS TOUTES RESERVES** Présenté à Lomé, le 30 mars 2022

**ET CE SERA JUSTICE** Pour le requérant,

  
**BONI Yawo Midadzé**

③

## ORDONNANCE N° 1678 /2022

Nous **Kossi KUTUHUN** Président du Tribunal de Première Instance de Première Classe de Lomé ;

Vu la requête qui précède, les motifs exposés et les pièces y jointes ;

Vu les articles **58** et **163** du Code de Procédure Civile ;

Attendu que la requête introduite nous paraît fondée ;

Autorisons Monsieur **BONI Yawo Midadzé** à procéder à l'affichage à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Première Instance Première classe et à l'insertion dans un journal ou périodique de diffusion nationale ou locale Journal TOGOMATIN tous les actes liés à sa procédure de divorce avec Dame **MOUNIANA Ahanna** ;

Disons qu'il Nous en sera référé en cas de difficultés.

Fait en Notre Cabinet à Lomé le, 05 MAI 2022

**LE PRESIDENT DU TRIBUNAL**  
  
**Kossi KUTUHUN**



④

## Éliminatoires CAN 2023

## Les 27 Éperviers du Togo pour les deux premières journées

Le sélectionneur national des Éperviers du Togo, Paulo Duarte, a publié le 19 mai 2022 lors d'une conférence de presse, une liste de 27 joueurs retenus pour disputer les deux premières journées des Éliminatoires de la CAN 2023 qui auront lieu en juin prochain.



Paulo Duarte, sélectionneur du Togo

Après avoir fait une pré-liste de 52 joueurs, le technicien lusitanien, Paulo Duarte, a sélectionné 27 joueurs pour le compte des deux premières rencontres des Éliminatoires de la CAN 2023 face à l'Eswatini le vendredi 3 juin 2022 à Lomé et contre le Cap Vert, le mardi 7 juin 2022

au Maroc.

**Gardiens** : Malcolm Barcola (Lyon, France), Steven Mensah (Hambourg, Allemagne), Youssouf Morou (Dyto).

**Défenseurs** : Dakonam Djene (Getafe, Espagne), Emmanuel Hackman (Gil Vicente, Portugal), Frédéric Ananou

(Paderborn, Allemagne), Kennedy Boateng (Santa Clara, Portugal), Klousseh Agbozo (Abu Salem, Libye), Loïc Bessile (Charleroi, Belgique), Nadir Ayéva (Orebro Syrianska, Suède), Steven Nador (Spal, Italie), Youssifou Atte (Legon Cities, Ghana).

**Milieux** : Alaixys Romao

(Ionikos, Grèce), Floyd Ayité (Valenciennes, France), Gnama Akate (Al Naft, Iraq), Franco Atchou (Erbil, Iraq), Karim Dermane (Feyenoord, Pays-Bas), Marouf Tchakei (AS Vita Club, RD Congo), Samsoudin Ouro (NS Mura, Sloveenie), Samuel Asamoah (U Craiova, Roumanie).

**Attaquants** : David Henen (KV Kortrijk, Belgique), Kevin Denkey (Cercle Brugge, Belgique), Kodjo Laba (Al Ain, Emirats arabes unis), Euloge Placca-Fessou (Al Tadamon, Koweït), Richard Nane (Hafia, Guinée), Serge Nyuiadzi (Ordabasy, Kazakhstan), Thibault Klidje (Girondins de Bordeaux, France).

« Mon travail est d'atteindre l'objectif » Le Togo se qualifiera-t-il pour la CAN 2023 ?

« Je suis là pour ça. Mon travail est d'atteindre l'objectif. Nous avons un groupe motivé et il y a la qualité. Il y a

une bonne ambiance dans le groupe et il faut que cela continue. Ce dont nous avons aussi besoin, c'est le soutien du public. Le public doit être uni derrière l'équipe pour réaliser une bonne chose », a répondu Paulo Duarte. En effet, dans le cahier de charge de Paulo Duarte, la qualification du Togo pour la CAN 2023 fait partie de ses objectifs à atteindre. Par ailleurs, les autorités compétentes ont autorisé l'accès du public au stade de Kégué pour ces Éliminatoires. Les conditions sont, à priori, réunies pour accomplir la mission.

Le Togo est logé dans le groupe B aux côtés du Burkina Faso, du Cap Vert et de l'Eswatini. Après avoir raté deux Coupe d'Afrique des nations de rang, le pays ne rêve que d'une chose : renouer avec la gloire d'antan.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Mas-wrestling

## Le Togo champion du monde grâce à Abdulhaki Ikoudjor

Le Togo est champion du monde de Mas-wrestling, grâce à la retentissante victoire du jeune togolais Abdulhaki Ikoudjor, au championnat du monde de la catégorie 125 Kg au championnat du monde de cette discipline, à Sao Paulo au Brésil le 30 avril dernier.

Contrairement aux sports collectifs où le Togo tangué, les athlètes togolais arrivent à impressionner dans les compétitions individuelles. En effet, Abdulhaki Ikoudjor a réalisé une belle performance lors de la compétition mondiale de Mas-wrestling. Le Togolais pesant 111 Kg a remporté la médaille d'or et le trophée de champion du monde dans la catégorie des 125 Kg. Au cours de la compétition, Abdulhaki Ikoudjor n'a laissé aucune chance à ses différents adversaires qu'il a croisés sur son chemin jusqu'à la finale. Et ceci malgré les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles, il a effectué le voyage pour prendre part à cette

compétition.

Ainsi, le colosse togolais a terrassé avec la manière tous ses adversaires jusqu'en finale où il a triomphé avec la manière devant le représentant du pays hôte, le Brésilien Getúlio Stadinick Neto. Le président de l'Association togolaise de Mas-wrestling et sports associés (ATM-WSA), Allassane Dermane, s'est réjoui de cette belle performance du Togolais. Il a félicité l'athlète et le staff technique pour le développement de ce sport de Mas-wrestling au Togo. Le podium dans cette catégorie est constitué du Togolais Abdulhaki Ikoudjor vainqueur de la médaille d'or, du Brésilien Getúlio Stadinick Neto vainqueur de la médaille d'argent et de l'Argentin Tiago Santos



Abdulhaki Ikoudjor (à gauche)

vainqueur du médaille de bronze.

Le Mas-wrestling est un sport de rapport de force qui voit les participants s'asseoir l'un en face de l'autre, leurs pieds posés contre une planche qui divise la zone de compétition et tirer sur un bâton de bois (mas), en veillant à le maintenir parallèle à la planche

d'appui. Pour gagner, les compétiteurs doivent tirer leur adversaire au-dessus de la planche et à garder le bâton dans leurs mains. Le Togolais Abdulhaki Ikoudjor devient le premier athlète africain à remporter cette compétition dans la catégorie des 125 Kg. C'est une grande fierté pour le Togo de voir encore

une fois ses fils et filles représenter dignement la nation à l'extérieur et faire flotter haut le drapeau national. Ce genre de performance qui positionne le nom du Togo à l'international a besoin du soutien du peuple et de la reconnaissance des autorités togolaises.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Collectivités territoriales

## La présidente de la FCT Yawa Kouigan élue au Comité exécutif de CGLUA

**La présidente de la Faïtière des communes du Togo (FCT), par ailleurs, maire de la commune de l'Ogou 1 (Atakpamé) a été élue au Comité exécutif de cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA). Cette élection a eu lieu au cours de l'Assemblée générale électorale du CGLUA.**

Dans un communiqué publié par la FCT vendredi dernier, on lit : « la présidente de la Faïtière des communes du Togo, madame Yawa Kouigan, a été élue ce 19 mai 2022 au Comité exécutif de cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), à l'issue de l'Assemblée générale de la faïtière continentale

des collectivités et gouvernements locaux, tenue à Kisumu », la troisième ville du Kenya après Nairobi et Mombasa.

Le Comité exécutif est la principale instance de décision de CGLUA. Il comprend seize membres : quinze élus par le Conseil panafricain, à raison de trois pour chaque région,



Yawa Kouigan

ainsi que la présidente élues locales d'Afrique du Réseau des femmes (REFELA). Les membres

du Comité exécutif du CGLUA représentent l'Afrique au bureau exécutif mondial du CGLU.

Le Comité exécutif élu le 19 mai 2022 est présidé par Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott, qui succède à Christine Mba Ndutume, maire de Libreville. La région Afrique de l'ouest y est représentée par la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Togo.

**La rédaction**

## Commando et Chap Chap

## M Auto pour du 100% électrique aux Togolais

**Le leader de la mobilité électrique en Afrique, M Auto, a lancé deux modèles de moto électrique au Togo, au cours d'une conférence de presse, tenue hier 22 mai à Lomé. Il s'agit des modèles Commando et Chap Chap, 100% électrique pour offrir une solution de mobilité urbaine respectueuse de l'environnement et accessible à la population togolaise.**

L'entreprise de mobilité électrique a dévoilé deux modèles de moto électrique : le scooter "Chap Chap" et la moto "Commando", à travers la campagne "Deviens le Boss". Le secteur des transports est connu pour être la deuxième plus grande source d'émissions en Afrique, représentant 28% des émissions totales du continent. Et la moto est l'un des moyens de transport public les plus utilisés car adapté au pays ou les infrastructures font souvent défaut.

Avec ce lancement, l'entreprise met les deux-roues électriques à la portée d'un million de conducteurs de taximotos communément appelés Zed'man. Le lancement inclut une offre inclusive sur le modèle Pay As You Go avec des paiements mobiles journaliers. Son innovation fait entrer la mobilité urbaine en Afrique de l'Ouest dans la quatrième révolution industrielle tout en proposant une solution économiquement compétitive et respectueuse de l'environnement.

A travers son offre, M Auto entend contribuer à une mobilité urbaine écologique et soucieuse de la préservation de l'environnement. Elle souhaite également permettre l'accès à la mobilité au plus grand nombre, notamment aux usagers commerciaux, avec un coût abordable : la Chap Chap coûte 900.000 FCFA. Les commerciaux ont la possibilité d'acquérir la moto et de payer 999 FCFA par jour sur 3 ans. Le prix de la Commando est 1.179.000 FCFA, accessible aux commerciaux à 1299 FCFA par jour sur 3 ans. « L'Afrique de l'Ouest est un choix stratégique pour M AUTO, qui a l'intention de se lancer dans 5 autres pays africains d'ici à la fin 2022. Dans une Afrique caractérisée par une urbanisation rapide, M Auto estime qu'il existe un fort besoin d'une mobilité simple, abordable et pratique, répondant aux impératifs de développement durable et aux préoccupations environnementales », a déclaré lors de la conférence de presse, la



Présidium du lancement

cofondatrice de M Auto, Yasmeen Jawaharali.

Grâce à l'IoT et à l'intelligence artificielle, M Auto aide les conducteurs à améliorer leur expérience de conduite ainsi que la durabilité des batteries tout en permettant des paiements sécurisés. La question de l'autonomie est résolue grâce aux stations d'échange de batteries disponibles sur tout le territoire. M Auto a déjà conclu des partenariats avec Total Energie au Togo lui permettant de mettre à disposition ses stations d'échange dans plus de 200 stations-service au Togo. L'ambition de M Auto à terme est de disposer d'une station d'échange de batteries à chaque kilomètre.

« Le Togo dispose d'une importante flotte de deux-roues à usage commercial ainsi que de politiques gouvernementales très favorables à l'implantation d'unités locales de fabrication de véhicules électriques. C'est une belle opportunité pour MAUTO », rappelle Jawaharali. Sur chaque 2 kilomètres sur toute l'étendue du territoire national, l'entreprise prévoit des stations d'échange des batteries des motos dont l'autonomie tient sur 75 kilomètres. En ciblant les usages professionnels et commerciaux, M Auto espère conquérir le marché des deux-roues en Afrique (90 millions de véhicules en circulation), qui

connaît une croissance de 15 à 20 % par an. M Auto a commencé la construction de ses propres usines au Togo et au Bénin, qui fabriqueront localement d'ici juin 2023 ses modèles conçus spécifiquement pour le marché africain et leurs batteries. L'entreprise espère embaucher près de 3 000 personnes sur les deux pays.

La société M Auto est détenue majoritairement par l'Africa Transformation and Industrialization Fund (ATIF), un fonds d'investissement axé sur l'industrialisation, la décarbonisation et le développement économique en Afrique.

**Attipoe Edem Kodjo**



## COMMÉMORATION DE LA FÊTE DU TRAVAIL



### SICPA Togo s'engage pour la protection de l'environnement

Il y a les classiques, ceux qui manifestent ou défilent dans la rue, ceux qui se réjouissent et... les autres sans doute. Mais à la Société Industrielle Commerciale des Produits Alimentaires (SICPA), le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs, l'approche de cette célébration annuelle s'est voulue avec une touche un tantinet à la fois festive et citoyenne. C'est au détour d'un déjeuner les collaborateurs de SICPA au Togo se sont retrouvés sur le front de mer d'Agbodrafo pour célébrer les efforts consentis et parcourir en quelques instants, de façon rétrospective, la longue marche dans l'entreprise. La retrouvaille de cette année, impérative et collégiale, est plus particulière en raison des succès engrangés les années précédentes. Histoire pour eux de réfléchir sur les conditions de travail et entrevoir, par la même occasion, les perspectives d'amélioration pour ce leader mondial de la fourniture d'encres et de solutions de sécurité pour la plupart des billets de banque du monde ainsi que pour les passeports. Au Togo, la société se positionne depuis 2020 sur le marché de la traçabilité sécurisée de produits soumis à des droits d'accises (tabacs, alcools). fourniture d'encres et de solutions de sécurité.

« 2022 s'annonce davantage plus challengeant et encore plus prometteur parce que nos clients sont satisfaits de nous. Et cette satisfaction, c'est grâce à vous, au travail de qualité réalisé au quotidien. En ce jour de célébration du travailleur, je ne peux que saluer nos succès opérationnels et nous encourager à poursuivre cet engagement avec beaucoup d'abnégation et de conscience professionnelle », a précisé Balam Sosso Tchamdja, le Directeur Général avant d'ajouter : « Toutes les fonctions supports qui sont nécessaires pour encadrer, accompagner, relever nos défis opérationnels et nouvelles opportunités seront mis à disposition.

*Nous avons des objectifs et nous devons les relever pour une fête encore plus belle l'année prochaine. »*

Revigorés et convaincus, les travailleurs de l'entreprise ont saisi le moment pour passer le message approprié. « SICPA, est notre entreprise et nous travailleurs sommes ravis de faire partie de cette équipe. (...) »

*Célébrer les travailleurs mais améliorer aussi le cadre de vie.*

Pour marquer d'un spécial et utile cachet ce traditionnel rendez-vous, SICPA Togo a joint le festif à la citoyenneté environnementale en se liant de partenariat avec l'Association « Les Oubliés », engagée dans la protection de l'environnement. A cet effet, avec les travailleurs, une opération de nettoyage et de collecte de déchets sur toute la plage a été menée au cours de la même journée. Entre ramassage des déchets plastiques et le balayage, la plage a retrouvé sa beauté et sa propreté.

L'Association procède ensuite au recyclage et au tri des déchets collectés. Conformément à la démarche RSE de la société SICPA, protéger l'environnement est une condition indispensable au développement des communautés locales. La pollution du littoral par les déchets plastiques ou autres est loin d'être uniquement un problème environnemental. C'est aussi un véritable fléau qui compromet dangereusement le développement socio-économique du pays.

SICPA Togo explore un partenariat avec l'Association et la Municipalité de la ville pour pérenniser cette action de collecte et de recyclage.

